



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Association Martigues Volley Ball

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2025
Association Martigues Volley Ball
Gymnase Julien Olive - 13500 Martigues

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Association Martigues Volley Ball

Gymnase Julien Olive - 13500 Martigues

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2025

À l'assemblée générale de l'association Martigues Volley Ball,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Martigues Volley Ball relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.




Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 14 octobre 2025

KPMG SA



Gilles CHARLES

Associé

ACTIF	Exercice clos le 30/06/2025 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2024 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 035	3 035	0	0,00	0	0,00
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	3 000	3 000				
. Autres immobilisations corporelles	36 294	33 721	2 573	1,63	1 486	1,00
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	2 342		2 342	1,48	3 152	2,12
TOTAL (I)	44 670	39 756	4 914	3,11	4 638	3,12
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	2 061		2 061	1,30	2 672	1,80
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	34 678		34 678	21,95	15 326	10,32
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	109 492		109 492	69,30	124 364	83,71
Charges constatées d'avance	6 855		6 855	4,34	1 560	1,05
TOTAL (II)	153 085		153 085	96,89	143 922	96,88
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	197 756	39 756	158 000	100,00	148 560	100,00

PASSIF	Exercice clos le 30/06/2025 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	45 316	28,68	97 774	65,81
Excédent ou déficit de l'exercice	13 552	8,58	-52 458	-35,30
Situation nette (sous total)	58 868	37,26	45 316	30,50
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	58 868	37,26	45 316	30,50
FONDS REPORTEES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	3 000	1,90		
TOTAL (III)	3 000	1,90		
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 120	10,20	13 338	8,98
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	59 390	37,59	28 782	19,37
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	281	0,18	111	0,07
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	20 341	12,87	61 013	41,07
TOTAL (IV)	96 132	60,84	103 244	69,50
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	158 000	100,00	148 560	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 30/06/2025 (12 mois)		Exercice précédent 30/06/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		22 594				21 928				666		3,04	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens		4 620				1 855				2 765		149,06	
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		27 517				34 504				-6 987		-20,24	
- dont parrainages		22 000				29 016				-7 016		-24,17	
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		736 630				645 963				90 667		14,04	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		29 078				18 524				10 554		56,97	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		191				5				186		N/S	
Total des produits d'exploitation (I)		820 630				722 780				97 850		13,54	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises		12 650				25 316				-12 666		-50,02	
Variations stocks		611				4 134				-3 523		-85,21	
Autres achats et charges externes		274 283				257 112				17 171		6,68	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		7 407				9 751				-2 344		-24,03	
Salaires et traitements		372 964				360 184				12 780		3,55	
Charges sociales		135 931				118 881				17 050		14,34	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		967				1 586				-619		-39,02	
Dotations aux provisions		3 000								3 000		N/S	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		782				13				769		N/S	
Total des charges d'exploitation (II)		808 595				776 976				31 619			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		12 035				-54 196				66 231		122,21	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations		2 594				2 818				-224		-7,94	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés													
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		2 594				2 818				-224		-7,94	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		2 594				2 818				-224		-7,94	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/06/2025 (12 mois)	Exercice précédent 30/06/2024 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	14 629	-51 378	66 007	128,47
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	1 475		1 475	N/S
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 475		1 475	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	2 552	1 080	1 472	136,30
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	2 552	1 080	1 472	136,30
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 077	-1 080	3	0,28
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	824 699	725 598	99 101	13,66
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	811 147	778 056	33 091	4,25
EXCEDENT OU DEFICIT	13 552	-52 458	66 010	125,83

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature	128 845				
Bénévolat	10 788				
TOTAL	139 633				
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services	128 845				
Prestations					
Personnel bénévole	10 788				
TOTAL	139 633				

Préambule**- Description de l'objet social de l'entité**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : La partique du Volley-Ball.

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut-être résumée ainsi :

- La pratique du Volley-Ball de haut niveau et amateur,
- L'organisation de tournois de Volley Ball,
- Les stages de Volley-Ball pour les enfants durant les vacances scolaires
- Des interventions dans les écoles primaires afin de promouvoir la pratique du Volley-Ball.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut-être ainsi défini :

- Activité de Volley-Ball et d'organisation de tournois réalisées dans la Commune de Martigues
- Activité de "Stages et de tournois" sont mises en oeuvre dans le périmètre de la Commune de Martigues
- Activité de "Promotion de la pratique du Volley-Ball" : cette activité est exercée dans le périmètre de la Commune de Martigues.

- Description des moyens mis en oeuvre

Les principaux moyens mis en oeuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites ci-dessus sont :

- Un effectif composé de joueurs, d'un staff d'encadrement des équipes de haut niveau ainsi que des stages, d'une équipe en charge du suivi administratif et de la communication.
- Une mise à disposition d'un local administratif, d'une salle de musculation et d'un gymnase par la Commune de Martigues.

L'exercice social clos le 30/06/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/06/2024 avait une durée de 12 mois.

Le résultat net comptable est un excédent de 13 552,32 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 08/10/2025 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

...

Notre équipe "Première" a évolué pour la nouvelle saison 2024/2025 en Division Ligue B Masculine.

Martigues Volley-Ball a un nouveau Président M. Jean-Christophe CAPGRAS.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Principaux généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2000.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code du commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

Autres informations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les provisions pour dépréciations des créances et pour risques et charges font l'objet d'une analyse individualisée et reflètent l'estimation du risque le plus probable au jour de la constitution de la provision.

Les subventions de fonctionnement annuelles sont ventilées entre les saisons sportives au prorata de 50%.

Cette répartition permet de couvrir au plus juste les dates d'engagement de nos dépenses.

Les cotisations sont comptabilisées au moment de l'encaissement. Elles confèrent la qualité de membre adhérent de l'association.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

L'amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les durées sont les suivantes : (L=Linéaire)

Matériel informatique : 3 ans L

Matériel et outillages : 2 à 3 ans L

Mobilier et matériel de bureau : 3 ans L

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

2.2.2 - Stocks :

Les stocks inscrits au bilan sont évalués suivant la méthode FIFO.

2.2.3 - Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges concernent un litige fournisseur.

2.2.4 - Contributions volontaires :

Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie de la mise à disposition, par la commune de Martigues, d'un bureau, d'un gymnase, de salles de musculation et annexes.

Cette mise à disposition a été valorisée par la Ville de Martigues.

Nous recourons à des bénévoles (valorisés) pour la mise en oeuvre de nos matchs et tournois.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	3 035			3 035
Immobilisations corporelles	37 240	2 054		39 294
Immobilisations financières	3 152		810	2 342
TOTAL	43 427	2 054	810	44 670

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 035			3 035
TOTAL I	3 035			3 035
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	3 000			3 000
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	32 754	967		33 721
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	35 754	967		36 721
TOTAL GENERAL (I+II)	38 789	967		39 756

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	2 342		2 342
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	34 678	34 678	
Charges constatées d'avance	6 855	6 855	
TOTAL	43 875	41 533	2 342

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	32 000
Autres produits à recevoir	2 000
TOTAL	34 000

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	97 774			52 458	45 316
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-52 458	52 458			13 552
Dont générosité du public					
Situation nette	45 316	52 458		52 458	58 868
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	45 316	52 458		52 458	58 868
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées - à l'exerice - aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		45 316
Report à nouveau des activités propres de l'association		
SOLDE		45 316

4.3 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretiens et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges		3 000		3 000
TOTAL II		3 000		3 000
TOTAL GENERAL (I+II)		3 000		3 000
Dont dotations et reprises - d'exploitation - financières - exceptionnelles		3 000		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	16 120	16 120		
Dettes fiscales & sociales	59 390	59 390		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	281	281		
Produits constatés d'avance	20 341	20 341		
TOTAL	96 132	96 132		

4.5 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	7 064
Dettes fiscales & sociales	8 730
Autres dettes	
TOTAL	15 794

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions de fonctionnement

Subvention d'exploitation

- Ville de mmartigues : 610 130 €
- Conseil Départemental 13 : 25 500 €
- Métropole Aix Marseille : 100 000 €

5.2 - Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	1 475
Sur opérations de gestion	1 475
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charge	
Charges exceptionnelles	2 552
Sur opération de gestion	2 552
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 077

Eléments significatifs ou importants à mentionner le cas échéant

5.3 - Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature concernent :

- 1 - La mise à disposition par la Commune de Martigues d'un local, d'un gymnase, salles de musculation et annexes, évaluée à 128 788 €.
- 2 - Le recours au bénévolat pour l'organisation des tournois et matchs à domicile, évaluée à 10 788 €, soit 744 heures au smic horaire brut chargé.

Ces contributions ont été comptabilisées en bas du compte de résultat afin d'être conforme avec la réglementation comptable des associations (ANC 2018-06).

6 - Autres informations

6.1 - Rémunération des cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € sur l'exercice clos au 30/06/2025.

6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non Cadres	15	
TOTAL	16	0

6.3 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 15 604 €.